

« L'École de la confiance » : moins 1800 postes dans l'Éducation nationale

Le ministre minimise. Après tout dit-il ce ne sont que 0,2% des personnels de son ministère. Mais derrière ces chiffres, c'est la réalité des différentes contre-réformes qui se met en place. Pour la première fois il reconnaît (Figaro du 17 septembre) qu'il compte aussi sur la réforme du lycée et du baccalauréat, qui va permettre de mieux répartir les élèves : « Nous n'aurons plus des séries littéraires à 15 élèves, et de l'autre côté, des classes scientifiques à 35. » La réforme « va nous permettre de faire mieux, avec des moyens à peu près comparables. Le mot rationalisation n'est pas un vilain mot. Aujourd'hui, tout un chacun peut constater que le lycée pourrait être mieux organisé ».

"L'ÉCOLE DE LA CONFIANCE"
LE KAA BLANQUER



Et face à la montée des effectifs, le ministre prévoit d'imposer une deuxième heure supplémentaire, considérée comme une hausse de salaire car « désocialisée » !

De qui se moque-t-on ? Rappelons qu'il avait déjà supprimé 2600 postes aux concours externes 2018 dans le seul second degré. Les classes sont surchargées partout comme en Gironde où les lycées Montaigne, Vaclav Havel, Kastler, Daguin accueillent plus de 35 élèves par classe. Le ministre oublie les chiffres publiés par son propre ministère « En 2018, 26 000 élèves supplémentaires sont attendus. L'augmentation des effectifs devrait être plus marquée entre 2019 et 2021 avec environ 40 000 élèves supplémentaires attendus chaque rentrée. » (note de la Depp, mars 2018)

Le ministre fait siennes les déclarations du secrétaire d'Etat à la Fonction publique, Olivier Dussopt (Les Echos du 10 septembre) répondant à la question « supprimer 50 000 postes dans la fonction publique d'Etat, est-ce possible ? » : « C'est très largement atteignable sachant que chaque année, il y a plusieurs dizaines de milliers de départs en retraite(...). Plus nous allons avancer et plus des marges de manœuvre de réduction des effectifs se dégageront ». Preuve en est, la suppression annoncée de 1600 emplois au ministère de la Jeunesse et des Sports le lundi 10 septembre et aujourd'hui les 1800 dans l'Éducation nationale (second degré et personnels administratifs).

Résister, revendiquer, se réunir

Le ministre Blanquer aurait tort de penser que les personnels ne se rendent pas compte de la situation. Les réformes s'accumulent et elles sont rejetées : PPCR avec ses entretiens de carrière humiliants, son appréciation figée pour accéder à la hors classe, la mise en place d'un grade fonctionnel, la classe exceptionnelle, tout cela pour solde de tout compte et la valeur du point d'indice bloquée jusqu'en 2020 ; la réforme du baccalauréat, du lycée... et les suppressions de postes.

D'ores et déjà des assemblées générales se tiennent pour le rétablissement des heures, des postes. Des grèves ont lieu, se décident comme au collège Georges Sand à Toulon pour exiger le rétablissement des 50 heures supprimées alors que 20 élèves supplémentaires sont arrivés. Des réunions se tiennent contre la mise en place de la réforme du lycée qui va voir des disciplines abandonnées, des professeurs mis en concurrence. Au lycée Vinci en Indre-et-Loire, par exemple, les personnels se sont réunis en AG pour faire le point de la situation, sur la réforme des retraites, sur la grève interprofessionnelle du 9 octobre.

Face à cette offensive généralisée de destruction de nos droits, de nos conditions de travail et d'enseignement, le SNFOLC appelle les personnels à se réunir, pour affirmer collectivement les revendications et construire le rapport de force

9 octobre

Mobilisation interprofessionnelle Grève et manifestations

La FNEC FP-FO a déposé un préavis de grève